



SOMMAIRE

Rapport de gestion du Conseil d'Administration	2
Comptes consolidés	13
Bilan consolidé au 31 décembre 2002	13
Compte de résultat consolidé	14
Tableau de flux de trésorerie consolidés	15
Annexe aux comptes consolidés	16
Rapport des Commissaires aux comptes	34
Comptes sociaux	35
Bilan de la société mère	35
Compte de résultat de la société Mère	36
Annexes	37
Filiales et participations	48
Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	49
Rapport général des Commissaires au comptes	50
Rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	51





RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte conformément à la loi et à nos statuts, pour vous rendre compte de l'activité de CS Communication et Systèmes et de ses filiales au cours de l'exercice 2002 et soumettre à votre approbation le bilan, compte de résultat et annexe arrêtés au 31 décembre 2002.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Les performances de CS au cours de cet exercice traduisent les premiers résultats des programmes d'amélioration structurelle et la focalisation de CS sur sa seule activité de services informatiques.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Une croissance organique de 2%

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CS pour l'exercice 2002 s'établit à 387 M€, en croissance de + 2%, à périmètre comparable, par rapport à l'exercice précédent. Dans un marché des services informatiques décroissant, la performance de CS confirme la validité de son positionnement, centré sur les applications scientifiques, techniques, l'intégration de systèmes et les infrastructures informatiques comme maître d'œuvre de grands projets pluriannuels. Particulièrement actif dans les domaines de la Défense, de l'Espace, de l'Energie et de l'Industrie, CS poursuit son développement au cœur du métier et des infrastructures de ses clients.

Une nette progression de la rentabilité opérationnelle

Comme indiqué en mars 2002 et confirmé en septembre 2002, le résultat d'exploitation est en progression de 3 points à 2% du chiffre d'affaires (+7,8 M€ contre - 4,9 M€ en 2001). Ce résultat résulte des premiers effets des programmes d'amélioration structurelle engagés dès le second semestre 2001.

Le résultat financier est négatif de 3,4 M€. Ce résultat s'améliore par rapport à 2001 en raison de la baisse des taux d'intérêts, de la réduction de l'endettement et de moindres dépréciations de valeurs mobilières de placements.

Le résultat exceptionnel de - 8,4 M€ résulte des opérations de désinvestissements (-1,3 M€), des opérations de réduction de coûts de structures et de fonctionnement (hébergement : -2,3 M€ ; restructurations : -2,3 M€) et 1,7 M€, pour les frais liés à l'augmentation de capital de juin 2002.

Le résultat net avant survaleurs est de -4,4 M€ ; au second semestre, il est positif de 0,2 M€ et confirme la progression favorable des indicateurs de rentabilité du Groupe.

Le résultat net part du groupe après survaleurs se traduit par une perte de 7,4 M€ contre - 31 M€ en 2001. Un test de validité (impairment) conduit sur la base d'un échantillon de sociétés comparables du secteur a conduit à une dépréciation exceptionnelle de 270 K€.



La capacité d'autofinancement s'établit à – 6,6 M€ contre – 24 M€ en 2001.

Le flux de trésorerie généré par les opérations courantes est positif de 18,4 M€ grâce à un EBIT DA positif de 16,7 M€ et à une réduction du besoin en fonds de roulement de 11,2 M€.

Au 31 Décembre 2002, les fonds propres consolidés part du groupe s'établissent à 36 M€ (2001 : 28 M€) et l'endettement net, - y compris la mobilisation des créances client-, s'est réduit à 40 M€ (2001 : 55 M€). Le ratio d'endettement (gearing) s'améliore de 2 :1 en 2001 à 1.1 :1 en 2002.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES SOCIAUX DE CS COMMUNICATION ET SYSTÈMES

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 6 M€, il est constitué essentiellement des refacturations de frais aux filiales dans le cadre des conventions réglementées. Un résultat d'exploitation de 0,3 M€ est dégagé en 2002. Le résultat financier positif de 7,1 M€ intègre les reprises de provisions sur titres de participation consécutives aux tests de validité (impairment) évoqués ci-dessus.

Une perte exceptionnelle de 11,1 M€ est constatée et se compose essentiellement de 9 M€ d'abandon de créance et 1,7 M€ de frais pour l'augmentation de capital de juin 2002.

Le résultat social est en perte à –3,7 M€ contre -29,1 M€ en 2001.

Les capitaux propres sociaux s'établissent à 72,2 M€ (2001 : 60 M€).

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les activités de services informatiques ne nécessitent pas de gros investissements de R&D. L'activité R&D a concerné essentiellement les activités de Défense et Contrôle aérien (SAF 3000, Alba), la sécurité et l'activité Route (produit MELHODY et télépéage).

L'activité migration de données a également investi pour l'évolution de ses outils et de sa documentation technique.

Par ailleurs CS intensifie ses participations aux programmes de Recherche soutenus par les Ministères de la Recherche et de l'Industrie, ainsi que ceux soutenus par la Commission Européenne dans le cadre du 5^e PCRD (Programme Cadre de Recherche et Démonstration). Quinze projets européens sont actuellement en cours de production ainsi que 10 projets soutenus par les Ministères dans les programmes RNRT (Recherche en Télécom), RNTL (Recherche en Technologies Logicielles), RIAMM (Audiovisuel et Multimédia), OPPIDUM (sécurité), RNTS (Technologies pour la santé), RTE (Réseau Terre et Espace), PREDIT (Transport). Ces projets ont une durée de 2 à 3 ans.

CS est mobilisé par plusieurs grands projets européens - (réalité virtuelle, middleware distribué Datagrid (e-toile en France), gestion des transports aériens, génie logiciel, etc) - et nationaux – (indexation d'images par le contenu, évolution de la méthode UML et temps réel, etc.). CS est associé dans ce cadre à des partenaires tels que le CERN, l'INRIA, l'INA, France Télécom, le CEA, EADS, Cegetel...

ACTIVITÉS DES DIVISIONS ET AUTRES FILIALES CONSOLIDÉES

A la convergence des systèmes d'information et de communication, des infrastructures et des applications scientifiques et techniques, du civil et du militaire, CS est positionné, d'après le Cabinet Pierre Audoin Conseil, dans le **TOP 3 des SSII** sur ces marchés (Source PAC – Mars 2002) avec une offre globale (Design, Build, Run). Sa clientèle est composée de grands noms de l'industrie et d'organisations aussi prestigieuses que le CNES, EADS, la Délégation Générale pour l'Armement, EDF, le CEA mais aussi la Société Générale, le GIE Carte Bancaire, PSA ou encore Nestlé.

L'expertise, la culture de l'engagement et de l'innovation permettent à CS de conduire de grands projets complexes et de longue durée dans différents domaines d'activités. A titre d'exemple, CS s'est vu attribuer un nombre important de marchés par la DGA (Délégation Générale pour l'Armement) et en particulier les marchés pour la rénovation du Contrôle Local Aérien de l'armée de l'Air (CLA 2000) et pour la réalisation du système de communication sol-air au profit de l'armée de l'air (SRSA).

CS est également le partenaire technologique de Airbus Industries et de ses équipementiers pour les logiciels embarqués ; l'interlocuteur privilégié de la Société Générale pour l'administration de ses systèmes distribués ; l'opérateur de service du Réseau National de Télécommunications de la Recherche Française Renater 3 et le maître d'œuvre du Réseau de Services aux Banques.

CS s'impose aujourd'hui comme un fournisseur établi, reconnu par ses grands clients, fidèles depuis plus de 20 ans en raison de l'expertise, de l'engagement et du sens du service de ses collaborateurs.

POSITIONNEMENT

CS met au service de ses clients les technologies les plus innovantes pour construire des solutions globales dans le domaine des systèmes et services informatiques, CS se situe parmi les leaders européens sur ses marchés grâce à sa capacité d'innovation et à son potentiel humain et technologique.

En particulier, CS occupe des positions de leader dans les domaines suivants :

- J · Aérospatial : 1^{er} prestataire français de service informatique pour le spatial.
- J · Network Services : 1^{er} en France dans le domaine de l'intégration de réseaux et des systèmes de communication.
- J · Infogérance : acteur majeur Français dans l'administration des systèmes distribués.
- J · Ingénierie scientifique : 1^{er} pôle européen.
- J · Trafic Aérien : 1^{er} en France pour les systèmes de communication
- J · Simulation numérique : 1^{er} pôle européen

Afin de couvrir au mieux les domaines industriels adressés, CS a choisi une organisation opérationnelle structurée en divisions, chacune d'elles focalise aujourd'hui sa stratégie sur un ensemble de domaines précis.



APPLICATIONS INDUSTRIELLES ET SCIENTIFIQUES

L'activité **Applications Industrielles et Scientifiques** (AIS), dont le chiffre d'affaires s'établit en 2002 à 82 M€, réalise des systèmes clés en main dans les domaines de l'aéronautique, du spatial, de l'environnement, de l'énergie et de l'automobile et de la mobilité (automotive).

Ses équipes capitalisent aujourd'hui un savoir-faire unique issu de plus de 25 ans de présence ininterrompue dans ces secteurs, acquis sur des projets nationaux ou internationaux. Directement réutilisables et adaptables, les services et produits intègrent les spécificités de chaque métier (systémiers, constructeurs, équipementiers, exploitants).

L'activité AIS de CS couvre une large gamme de prestations :

- J l'ingénierie et l'intégration de systèmes opérationnels : centres de contrôle de satellites, logiciels embarqués, systèmes de contrôle temps réel, traitement de l'image et du signal, simulateurs, réseaux,
- J les solutions PLM : Systèmes de Gestion de Données Techniques, ingénierie documentaire, les systèmes de Soutien Logistique ou d'assistance à la maintenance et exploitation (MRO), le groupware, l'aide à la décision,
- J le calcul scientifique : modélisation mathématique, simulation numérique et mécanique spatiale,
- J la réalité virtuelle,
- J le génie logiciel : méthodes, outils et environnements de développement de logiciels temps réel ou non temps réel,
- J le conseil dans le domaine de la qualité, de la sécurité, des méthodes (UML), de l'assistance à maîtrise d'œuvre et d'ouvrage.

CS est impliqué dans les principaux programmes de recherche nationaux (MRT-RTE, RNTL, RNRT, Predit, RIAMM) ainsi que dans le Programme commun de recherche de la Communauté Européenne.

Au cours de l'exercice 2002, cette activité a développé ses partenariats avec les grands donneurs d'ordre du secteur. Notamment avec Airbus Industrie, dans le cadre d'un accord industriel pour le développement de logiciels critiques embarqués. CS a étendu ses réalisations aux équipementiers de Airbus tels que Rockwell Collins France, Avionics ou encore Pratt et Whitney au Canada.

Dans le domaine du Transport intelligent, CS a réuni ses compétences pour offrir à ses clients une offre globale autour de la gestion de flotte intégrant des solutions de géo localisation. A titre d'exemple, CS a été choisi par Smurfit pour la réalisation d'une solution innovante de gestion de sa flotte de transport.

Dans le cadre de ses activités de réalité virtuelle, CS a réalisé le Showroom de PSA pour le Salon de l'automobile.

L'activité Applications Industrielles et Scientifiques pilote opérationnellement 4 filiales : SCOT, Srilog, CS Canada et CAM en Allemagne.

INTEGRATION DE SYSTEMES TECHNIQUES

Le chiffre d'affaires de cette activité s'établit à 94 M€, soit 24% du chiffre d'affaires total du groupe.

Défense/Contrôle de trafic Aérien

Présent depuis plus de 30 ans dans le domaine du contrôle aérien grâce à son savoir-faire en intégration de systèmes techniques et de communication, CS a progressivement consolidé son positionnement comme acteur global et maître d'œuvre. CS offre désormais comme systémier clés en main, une nouvelle génération high tech de centres de contrôle aérien terminal.

CS a été retenu par la DGA pour la refonte complète des tours de contrôle et centres de contrôle d'approche des 26 bases aériennes militaires. Ce contrat d'un montant de 150 M€, dont la phase de réalisation a démarré début 2002, se déroulera jusqu'en 2009.



Leader en France dans les systèmes de communications vocales, CS est partenaire des autorités civiles et militaires depuis plus de 30 ans. Grâce à un effort de R&D, CS offre une gamme complète de produits et une expertise en réseaux de communication et en commutation radio et téléphone sécurisés

CS a été choisi comme maître d'œuvre pour la réalisation du nouveau système de radio-communication sol-air de l'Armée de l'Air Française (SRSA). SRSA, successeur de METEOR, déjà conçu et maintenu par CS, a pour objectif de doter à l'horizon 2006 les centres de contrôle aérien de nouveaux moyens de transmission sécurisés pour voix et données avec les aéronefs.

Grâce à son expertise technologique (traitement du signal, communication, simulation, ...) CS intervient dans les programmes de définition des futurs systèmes de guerre électronique, de systèmes de communication sol-sol, sol-air, satellitaires et pour les centres d'opération de la Sécurité Civile.

Route

Leader pour les applications de péage, télépéage et gestion de trafic, CS est également le premier fournisseur de badges TIS (Télépéage Inter Société) en France et a atteint cette année une commande de un million de badges. CS a également remporté des contrats majeurs à l'export parmi lesquels le système de péage "free way" en Virginie.

L'activité Route regroupe plusieurs filiales : Intrans à New York et à Porto Rico, et une filiale au Chili.

SOLUTIONS ET CONSEIL TECHNOLOGIQUES

Cette activité représente 12% du chiffre d'affaires du Groupe à 47 M€.

Au delà de l'intégration d'infrastructure, CS délivre prestations et conseils pour optimiser, transformer et pérenniser les infrastructures logicielles de ses clients.

De l'infrastructure au domaine applicatif, les solutions CS permettent aux entreprises et aux organisations de dynamiser leurs relations commerciales avec leurs clients et leurs partenaires, de sécuriser leurs échanges, d'améliorer leur compétitivité et de rationaliser leurs plates-formes informatiques.

CS prend en charge la migration de données et la conversion de systèmes de grandes entreprises et également de banques. En 2002, des contrats significatifs ont été remportés tels que la migration et la tierce maintenance applicative des applications de SMA BTP ou encore la conversion de systèmes pour la Société des Bains de Mer.

CS conforte par ailleurs sa position sur le secteur bancaire avec la prise en charge de la conception du réseau de services aux banques (RCB), pour le compte du groupement des cartes bancaires et en développant une solution complète de monétique.

NETWORK SERVICES

Cette activité représente 17% du chiffre d'affaires du groupe à 66,5 M€.

Plus de 1600 entreprises, tous secteurs d'activités, font actuellement confiance à l'équipe Network Services de CS, pour l'audit, la conception et le déploiement de leur infrastructure de communication. CS délivre ainsi ses prestations auprès d'entreprises issues de la grande distribution (Auchan, Carrefour, Leclerc, Intermarché...), du secteur bancaire (Crédit Lyonnais, Banques Populaires, Caisses des dépôts et consignations...), de l'industrie (EADS, Snecma...).... Premier intégrateur des solutions Nortel en France et troisième pour les équipements Cisco, Network Services bénéficie de la fidélité des plus grandes entreprises implantées sur l'hexagone, comme la Poste qui a confié en 2002 à CS la refonte de son réseau interne de télécommunications ou encore le Ministère de l'intérieur pour lequel CS assure l'intégration Lan et Wan. La qualité de service, l'expertise des équipes, la présence sur l'ensemble du territoire établissent CS comme l'un des premiers intégrateurs de réseaux en France.

En 2002, cette activité a concentré ses efforts commerciaux sur les grands comptes pour la réalisation de grands réseaux.

INFOGERANCE

Cette activité représente 28% du chiffre d'affaires du groupe à 107 M€.

Spécialiste en administration de systèmes de bout en bout et en exploitation d'applications, CS met en œuvre une offre globale pour optimiser les coûts des systèmes d'information et de communication pour réduire les charges de fonctionnement des services, des matériels et des logiciels infogérés de ses clients.

Cette offre est complète et modulaire, du poste de travail aux serveurs, en passant par les réseaux LAN et WAN.

CS propose également à ses clients de superviser et d'administrer l'ensemble des ressources de ses clients comme maître d'œuvre unique pour optimiser les flux d'informations.

Reconnu pour son expertise technique et le sens du service de ses collaborateurs, l'activité Infogérance de CS est parvenue au cours de l'exercice 2002 à faire évoluer son offre de gestion des systèmes distribués avec un dispositif d'évaluation et d'optimisation permanente de ses prestations.

En 2002, le GIP Renater a renouvelé sa confiance pour la conception et l'exploitation de son nouveau réseau dynamique RENATER-3. Par ailleurs, CS a développé sa présence dans le secteur industrie I et en Région Rhône Alpes avec la signature de contrats avec les sociétés Samat et NEYR.

Ainsi, grâce à un savoir-faire accumulé depuis plus de 25 ans dans le domaine des services informatiques et de l'intégration de systèmes, CS bénéficie de la capacité d'assurer un ensemble de prestations très variées allant jusqu'à la maîtrise d'œuvre de grands projets complexes. Résolument tournée vers une approche industrielle des prestations, CS a su se doter des moyens matériels et humains lui permettant de répondre, au meilleur coût, aux besoins de ses clients.

ENVIRONNEMENT ET POLITIQUE SOCIALE DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

CS est reconnu pour l'expertise de ses collaborateurs dans les domaines scientifique, technique et des infrastructures. A ce titre CS met à disposition des écoles et universités ses experts qui dispensent des cours sur l'état de l'art.

Par ailleurs, CS organise chaque année le Prix CS des Technologies de l'Information. Organisé en 2002, sous le patronage de la SMAI (Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles) et de l'ASTI (Association Française des Sciences et Technologies de l'Information). Les lauréats récompensés ont reçu deux prix d'une valeur de 7 500 € chacun. Cette initiative contribue à encourager de jeunes chercheurs.

CS est une société de services informatiques. Par conséquent, son activité ne présente aucun risque industriel ni environnemental.

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif du Groupe au 31 Décembre 2002 est de 3 752 collaborateurs contre 3 794 au 31 Décembre 2001, à périmètre comparable (4 131 au global en 2001).

Dans le cadre de son programme d'actions structurelles, CS poursuit son plan d'allègement des frais de structures, et vise une limitation de ses effectifs administratifs par rapport aux effectifs non administratifs. A ce titre, au cours de l'exercice 2002, l'entreprise a mis en œuvre le plan de licenciement engagé au second semestre 2001, qui s'est traduit par la réduction du nombre de collaborateurs administratifs de 356 à 304 collaborateurs après l'exécution du plan.

Par ailleurs, pour mettre en adéquation sa capacité de production à la demande du marché, CS a limité le nombre d'embauches au cours de l'exercice 2002. En 2002, 326 collaborateurs ont été recrutés, dans les domaines de l'Infogérance et de l'Intégration de Systèmes.

2,5% de la masse salariale ont été consacrés à la formation en 2002. Les formations techniques les plus dispensées sont les suivantes : UML, Java, client/serveurs,....



CS s'est engagé dans un programme de formation fédérateur et structurant qui vise à terme 360 collaborateurs (commerciaux et managers de contrats, en particulier). Ce programme est associé, pour les managers de contrats, à une certification pour valider et conforter les acquis. Cette certification permet de valider les compétences et l'efficacité de nos intervenants et de leur offrir dans le cadre d'une évolution de carrière, la reconnaissance de leur statut.

L'objectif de ce programme est de professionnaliser la démarche, favoriser la cohésion, l'échange et le développement d'une culture commune et de faciliter la mobilité et l'évolution de carrières des collaborateurs.

PERSPECTIVES 2003

Dans un contexte toujours incertain, le Groupe CS poursuit sa stratégie de focalisation et donne la priorité à l'amélioration du résultat d'exploitation et à la réduction du ratio d'endettement (gearing).

CAPITAL SOCIAL

Votre Conseil vous rappelle que le capital social a évolué de la façon suivante au cours de l'exercice 2002 :

- § Au début de l'année 2002, le capital s'élevait à la somme de 69 756 487,79 €, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4.574.195 actions nouvelles de 15,25 € chacune et 36 actions anciennes de 0,39 € chacune.
- § Depuis le 9 juillet 2002, à l'issue de l'augmentation de capital d'un montant de 15 235 558,25 €, par émission de 999 053 ABSA CS Communication & Systèmes, le capital de la société est fixé à 84 992 046,04 €, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 5 573 248 actions nouvelles de 15,25 € chacune et 36 actions anciennes de 0,39 € chacune.

Nous précisons ici que consécutivement aux opérations de regroupement, il n'y a depuis le début de l'année 2003, plus d'actions anciennes et que le capital social s'élève à 84 992 046 €, divisé en 5 573 248 actions de 15,25 €.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Nous vous rappelons que le Conseil d'Administration du 18 décembre 2001, faisant usage des autorisations accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2000 a consenti des options de souscription d'actions, permettant de souscrire un total de 527 840 titres, ce qui correspond à une augmentation de capital de 8 049 560 € de nominal.

BSA 2002

Nous vous rappelons que dans le cadre de la recapitalisation de CS, son Conseil d'Administration, sur autorisation de l'Assemblée Générale du 31 mai 2002, a procédé à une augmentation de capital par émission de 999.053 ABSA. Les BSA attachés aux actions émises sont exerçables du 1^{er} juillet 2004 au 30 octobre 2005, au prix de 15,25 €.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune levée d'option de souscription d'actions ou de BSA n'a été effectuée.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Conformément à l'article 233-13 du Code de Commerce, les actionnaires suivants ont déclaré détenir :

- plus de 5% du capital : FINANCIERE DE L'ECHIQUIER
- plus de 50% : Groupe SAVA & CIE.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat de l'exercice est constitué d'une perte qui s'élève à – 3 691 764 €, qu'il est proposé à l'Assemblée d'affecter au report à nouveau pour la totalité.

Conformément à la loi, nous rappelons qu'au titre des exercices 2000, 2001 et 2002, CS COMMUNICATION & SYSTEMES, n'a pas distribué de dividendes.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de la loi NRE du 15 mai 2001, votre Conseil vous rappelle les rémunérations et avantages en nature versés au cours de l'exercice aux administrateurs ou à des sociétés dont ils sont administrateurs ou gérants :

- M. Yazid SABEG : 465 513 € (rémunération totale comprenant part fixe et variable, primes et avantages de toute nature)
- M. Gérard JOUSSET : 229 934 € (rémunération totale comprenant part fixe et variable, primes et avantages de toute nature)
- M. Eric BLANC-GARIN : 300 749 € (rémunération totale comprenant part fixe et variable, primes et avantages de toute nature)
- M. Gilles MARCHIAT : 1 380 € (notes de frais au titre de la convention existante avec CS)
- M. Olivier PHILIP : 34 201 € (honoraires et notes de frais au titre de la convention existante avec CS)
- M. Francis GUTMANN - SONEMES : 35 986,87 € TTC (honoraires au titre de la convention existante avec CS)
- M. Antoine VEIL – AV CONSULTANTS : 27 340,56 € TTC (honoraires au titre de la convention existante avec CS)

MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de la loi NRE du 15 mai 2001, votre Conseil vous rappelle les autres mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux de notre société.

Yazid SABEG - Président du Conseil d'Administration

- Président-directeur général de QUADRAL
- Président-directeur général d'ARMATEL
- Président-directeur général de SECRE ALPINE ELECTRONICS (jusqu'au 13 mai 2002)
- Administrateur de CS SYSTEMES D'INFORMATION
- Administrateur de CS ROUTE

Gérard JOUSSET – Directeur Général

- Président Directeur Général de CS SYSTEMES d'INFORMATION

Eric BLANC-GARIN - Directeur Général Délégué

- Administrateur d'ARMATEL
- Administrateur - directeur général de QUADRAL
- Président-directeur général d'ALCYON
- Administrateur de CS SYSTEMES d'INFORMATION
- Président-directeur général de CS ROUTE (jusqu'au 27 juin 2002)
- Président-directeur général de SIGNOVAL (jusqu'au 31 décembre 2002)
- Administrateur de SECRE ALPINE ELECTRONICS (jusqu'au 13 mai 2002)

Olivier BARRE

- Président de KBL France
- Administrateur de ASSYSTEM
- Administrateur de ID TEC
- Administrateur de ACAMAS
- Membre du Conseil de Surveillance de ENTREPRISES EN CROISSANCE

Alain DUMENIL

- Président-directeur général de ACANTHE DEVELOPPEMENT
- Président-directeur général de AD Capital
- Administrateur de la Société Nouvelle des Etablissements ADT

Francis GUTMANN

- Membre du Conseil de Surveillance de GALAXY FUND (Groupe CDC)
- Gérant de Sonemes

Robert LION

- Président d'AGRISUD International
- Administrateur de Bechtel France
- Senior Advisor de Bechtel (USA)
- Senior Advisor d'ABN AMRO Capital Markets
- Président de l'AFAA (Association Française d'Action Artistique)
- Vice-président du HCCI (Haut Conseil à la Coopération Internationale)
- Membre du Conseil de la Terre et Président d'Energy 21
- Administrateur d'Aspen Institute France

Gilles MARCHIAT, représentant permanent de QUADRAL puis de SAVA depuis le 25 novembre 2002

- Administrateur de QUADRAL
- Administrateur d'ALCYON
- Administrateur de SIGNOVAL (jusqu'au 31 décembre 2002)

Dominique de la MARTINIÈRE (jusqu'au 25 novembre 2002)

- Administrateur de la Société LUCIA
- Administrateur de FERTIL
- Administrateur de l'Institut pour le Développement de Poitou-Charentes
- Premier Vice-Président de la région Poitou-Charentes
- Vice-Président de la Compagnie d'Investissement dans les Technologies Avancées (CITA)
- Administrateur de RICHARDSON Frères
- Censeur d'EURAFRANCE

Ivan BARBOT (depuis le 25 novembre 2002)

- Président-Directeur Général de SOFEMA
- Représentant permanent de SOFEMA SA au Conseil d'Administration de DCI,
- Chairman de SOFEMA FAR EAST, filiale à 100 % de SOFEMA SA,
- Présidente de SOFEMA AMERICA LATINA, filiale à 100 % de SOFEMA SA.

Patrice MIGNON

- Président de Dresdner Kleinwort Wasserstein France SAS
- Président de Dresdner Bank Gestions France SAS
- Président du Conseil d'Administration de Dresdner Gestion Privée SA

Olivier PHILIP

- Administrateur de Gestion Immobilière
- Administrateur de INVESCO
- Administrateur de BERNIS TRANSPORTS

Claude PIERRE-BROSSOLETTE

- Président-Directeur Général de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat)
- Président du Conseil de Surveillance de Pirelli Câbles et Systèmes
- Membre du Conseil de Surveillance de DIL France, jusqu'en juillet 2002

Antoine VEIL

- Président d'A.V. Consultants
- Administrateur de Saga
- Administrateur de ANCV depuis le 24.12.2002

COMITÉS CONSTITUÉS PAR L'ORGANE D'ADMINISTRATION

Le gouvernement d'entreprise de CS COMMUNICATION & SYSTEMES est composé de trois comités :

- comité des comptes,
- comité des rémunérations,
- comité de la stratégie,

dont la composition est rappelée ci-après :

- M. Patrice MIGNON
- M. Dominique de la MARTINIÈRE (jusqu'au 25 novembre 2002)
- M. Claude PIERRE-BROSSOLETTE (depuis le 25 novembre 2002) } au comité des comptes
- M. Alain DUMENIL

- M. Olivier PHILIP
- M. Olivier BARRE } au comité des rémunérations
- M. Gilles MARCHIAT

- M. Claude PIERRE-BROSSOLETTE
- M. Robert LION } au comité stratégique
- M. Francis GUTMANN

RATIFICATION DE COOPTATIONS D'ADMINISTRATEURS

Il vous est proposé de ratifier les cooptations d'administrateurs suivantes :

- § cooptation de la société SAVA & Cie, représentée par M. Gilles MARCHIAT, en qualité d'Administrateur, faite par le Conseil d'Administration du 25 novembre 2002 en remplacement de la société QUADRAL, pour la durée restant à courir du mandat de la société QUADRAL, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003,
- § cooptation de M. Yvan BARBOT, en qualité d'Administrateur, faite par le Conseil d'Administration du 25 novembre 2002 en remplacement de M. Dominique de la MARTINIÈRE, pour la durée restant à courir du mandat de M. Dominique de la MARTINIÈRE, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.
- § Le Conseil d'Administration exprime sa profonde tristesse face à la disparition de M. Dominique de la MARTINIÈRE intervenue le 4 novembre 2002
- § cooptation de M. Bertrand LARRERA DE MOREL en qualité d'Administrateur, faite par le Conseil d'Administration du 28 avril 2003 en remplacement de M. Robert LION, pour la durée restant à courir du mandat de M. Robert LION, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

A la suite des rapports Viénot de 1995 et 1999 qui ont permis le développement d'un corps de règles très substantiel en matière de gouvernement d'entreprise, le rapport Bouton a, entre autre, émis des recommandations sur l'efficacité des contrôles externes des sociétés cotées, notamment par la dissociation des fonctions de commissariat aux comptes et de celles de conseil.

La récente fusion des cabinets Andersen et Ernst & Young générant une situation de conflit pour nos commissaires, a conduit les organes de direction de CS COMMUNICATION & SYSTEMES et ses Commissaires aux comptes à mener une réflexion conjointe sur la manière la plus opportune de se conformer aux recommandations du rapport Bouton.

A l'issue de ces réflexions il a été décidé de privilégier la mission de conseil, d'ores et déjà effectuée par le cabinet Ernst & Young, et de nommer un nouveau cabinet de Commissariat aux comptes titulaire ainsi qu'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant, dont les missions seront exclusivement dévolues au contrôle légal des comptes de CS COMMUNICATION & SYSTEMES.



En conséquence, votre Conseil vous informe que le Cabinet PGA - BARBIER, FRINAULT & Associés a donné sa démission de son mandat de Commissaire aux comptes titulaire et que M. Gilles PUISSOCHET a fait de même concernant son mandat de Commissaire aux comptes suppléant, avec effet lors de la prochaine Assemblée Générale. Ces démissions permettront donc à CS COMMUNICATION & SYSTEMES de suivre les recommandations du rapport Bouton, concernant l'indépendance des Commissaires aux comptes, notamment en ce qu'il préconise, s'agissant de sociétés cotées, que l'exercice de la mission de contrôle légal des comptes soit exclusive de toute autre activité de conseil (juridique, fiscal,...).

Le Conseil tient à exprimer ses remerciements à l'intention du Cabinet PGA - BARBIER, FRINAULT & Associés, en la personne de M. Philippe MONGIN ainsi qu'à M. Gilles PUISSOCHET, pour la qualité et le professionnalisme dont ils ont fait preuve dans le cadre de l'exécution de leur mission de contrôle au sein du Groupe CS COMMUNICATION & SYSTEMES.

Votre Conseil vous propose la nomination du Cabinet CONSTANTIN & Associés, représenté par MM. Jean-François SERVAL et Jean-Paul SEURET, 26, rue de Marignan à 75008 PARIS, en tant que co-Commissaire aux comptes titulaire, et la nomination de M. Gilles CARTANNEUR, 52, rue des Côtes à 78600 MAISONS LAFFITTE, en tant que Commissaire aux comptes suppléant, pour la durée restant à courir des mandats des Commissaires aux comptes précédents, à savoir jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2005.

Le tableau des résultats des cinq dernières années est annexé au présent rapport.

Les explications données dans le présent rapport, nous conduisent à espérer que vous voudrez bien approuver les résolutions qui vous sont proposées.

Le Président du Conseil d'Administration



5.1 COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDE				
Actif				
(en € milliers)	Référence à l'annexe	2002	2001	2000
		Montant net	Montant net	Montant net
Ecarts d'acquisition	5	47 087	50 694	62 510
Immobilisations incorporelles	4	3 912	5 185	13 926
Immobilisations corporelles	6	13 503	16 505	26 978
Immobilisations financières	7	6 419	7 965	9 888
Titres mis en équivalence		-	-	1 498
Actif immobilisé		70 921	80 349	114 800
Stocks et en-cours	8	9 266	16 735	58 018
Clients et comptes rattachés	9	77 214	109 222	152 851
Autres créances et comptes de régularisation	10	26 104	26 780	42 625
Valeurs mobilières de placement	11	9 394	4 071	528
Disponibilités	11	22 437	20 668	20 659
Actif circulant		144 415	177 476	274 681
TOTAL DE L'ACTIF		215 336	257 825	389 481
Passif				
(en € milliers)		2002	2001	2000
Capital social		84 992	69 757	68 734
Primes liées au capital		86 473	85 388	85 410
Réserves consolidées		(128 037)	(96 553)	10 883
Résultat net/part du Groupe		(7 469)	(30 990)	(107 022)
Capitaux propres du groupe	12	35 959	27 602	58 005
Réserves		108	170	2 648
Résultat net/part des minoritaires		(507)	638	(3 176)
Intérêts minoritaires		(399)	808	(528)
Provisions pour risques et charges	13	17 536	30 308	79 756
Emprunts et dettes financières	14	12 485	29 204	39 273
Fournisseurs et comptes rattachés		39 648	53 542	99 164
Autres dettes et comptes de régularisation		110 107	116 361	113 811
Dettes		162 240	199 107	252 248
TOTAL DU PASSIF		215 336	257 825	389 481

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en € milliers)	Référence à l'annexe	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	3	386 919	427 909	508 608
Production stockée		(2 333)	237	(5 859)
Production immobilisée		151	1 295	5 942
PRODUCTION DE LA PERIODE		384 737	429 441	508 691
Achats et charges externes		(148 541)	(197 923)	(279 720)
Impôts, taxes et versements assimilés		(7 470)	(9 989)	(13 939)
Charges de personnel	15	(214 013)	(219 642)	(272 204)
Autres produits		2 746	1 385	4 677
Autres charges		(746)	(2 013)	(1 802)
EBITDA		16 713	1 259	(54 297)
Reprises sur provisions, amortissements		4 025	12 943	22 780
Dotations aux amortissements		(8 388)	(8 508)	(13 549)
Dotations aux provisions		(4 562)	(10 604)	(20 834)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4	7 788	(4 910)	(65 900)
RESULTAT FINANCIER	16	(3 444)	(5 272)	12 147
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGrees		4 344	(10 182)	(53 753)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	18	(8 434)	(19 209)	(60 502)
Impôts sur les résultats (charge)		(272)	2 726	11 204
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence		-	-	22
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGrees HORS ECARTS D'ACQUISITION		(4 362)	(26 665)	(103 029)
Part des minoritaires (si bénéfice en -)		507	(638)	3 176
Dotations / (reprises) sur écarts d'acquisition		(3 614)	(3 687)	(7 169)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE – PART DU GROUPE		(7 469)	(30 990)	(107 022)
Résultat net par action		(1,34)	(6,63)	(23,79)
Résultat net dilué par action		(1,34)	(6,63)	(23,79)

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en € milliers)	2002	2001	2000
Résultat net consolidé	(7 976)	(30 352)	(110 198)
Perte/profit des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)	-	-	(10)
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :			
- Amortissements/dépréciations d'actifs immobilisés et provisions pour risques	(5 151)	(26 882)	71 631
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	6 546	33 442	(17 655)
- Impôts différés & subventions invest.	(32)		
Capacité d'autofinancement (A)	(6 613)	(23 792)	(56 232)
Variation du BFR (B)	19 151	37 898	(9 658)
Flux de trésorerie d'exploitation (A) + (B) =(C)	12 538	14 106	(65 890)
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6 270)	(9 483)	(17 245)
Investissement financier net (investissement) - Note 17	678	8 498	10 117
Flux de trésorerie d'investissement (D)	(5 592)	(985)	(7 128)
Remboursement d'emprunts et nouveaux emprunts et crédits	(30)	(745)	(3 554)
Augmentation / (réduction) de capital	15 236	1 004	6 554
Dividendes versés	(75)	(70)	(5 434)
Flux de trésorerie de financement (E)	15 131	189	(2 434)
Effets nets des conversions et divers (F)	1 524	(493)	(720)
Variation nette de trésorerie (C) + (D) + (E) + (F) =(G)	23 601	12 817	(76 172)
Trésorerie en début de période (H)	(2 407)	(15 224)	60 948
Trésorerie de fin de période (G) + (H) = (I)	21 194	(2 407)	(15 224)

NOTE 1 : PRINCIPES, MODALITES, METHODES

1.1. Principe général

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les principes et normes comptables français et notamment avec les règlements n° 99-02 et 00-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.2. Modalités d'établissement

a) Périmètre

Les sociétés dans lesquelles CS Communication & Systèmes exerce directement ou indirectement le contrôle exclusif (plus de 50 % du capital) sont intégrées globalement. Toutefois, il est possible de considérer que le contrôle exclusif est acquis avec un pourcentage de détention inférieur à 50 %, lorsque le Groupe exerce effectivement le contrôle de la gestion de la société.

Les sociétés dans lesquelles CS Communication & Systèmes a une influence durable et notable (20 à 50 % du capital) sont mises en équivalence.

Les sociétés ou groupements contrôlés conjointement sont consolidés par intégration proportionnelle.

Ne sont pas consolidées :

- les sociétés dont l'activité ne présente pas de caractère significatif tant en terme de chiffre d'affaires que de total de bilan,
- celles dont la détention n'est que provisoire,
- celles, non significatives, pour lesquelles une décision de cession a été prise.

b) Date de clôture

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2002 ou sur la base d'une situation intermédiaire, lorsque l'exercice social de la filiale ne correspond pas à l'année civile.

c) Ecart de première consolidation

La différence entre le prix d'acquisition (frais d'acquisition compris) et la quote part des capitaux propres retraités de la filiale ou de la participation à la date de l'acquisition constitue l'écart de première consolidation. Cet écart est, le cas échéant, affecté aux postes appropriés du bilan consolidé. La partie résiduelle non affectée est portée, soit au poste "écart d'acquisition", soit au poste "provision pour risques et charges".

L'affectation définitive de l'écart d'acquisition aux éléments identifiables de l'actif et du passif est réalisée avant la clôture de l'exercice qui suit l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur la base de durées variables (dépendant de la nature de l'activité), mais n'excédant pas 20 ans. A la clôture, le groupe compare la valeur résiduelle des écarts d'acquisition à la valeur actuelle calculée selon des méthodes d'évaluation multicritères (test d'impairment). Dans le cas où cette valeur actuelle est inférieure, une dépréciation est enregistrée. Au 31 décembre 2002, la valeur actuelle a été déterminée par référence à un panel de sociétés du même secteur.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat de façon systématique. Les reprises sont pratiquées selon un plan qui reflète les objectifs et les perspectives tels que définis au moment de l'acquisition.



d) Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les postes de bilan exprimés en devises étrangères sont convertis en euros selon la méthode du taux de clôture. Le compte de résultat est converti aux taux moyens annuels, appliqués à l'ensemble des transactions.

Les différences de conversion en résultant sont enregistrées dans les réserves consolidées.

e) Impôts différés

Sont enregistrées au bilan et au compte de résultat, les impositions différées significatives, calculées suivant la méthode du report variable, et qui résultent :

- des décalages temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan consolidé,
- des retraitements retenus pour l'établissement des comptes consolidés,
- de l'élimination de l'incidence des opérations comptabilisées pour la seule application des législations fiscales.

Les impositions différées actives et passives, calculées au même taux d'impôt, sont compensées entre elles au niveau de chaque société. Le solde correspondant à une dette est provisionné après imputation d'un éventuel déficit reportable.

Les soldes nets d'actif d'impôt ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable à court terme.

f) Date d'effet des acquisitions ou des cessions

Les résultats des sociétés nouvellement consolidées au cours de l'exercice ne sont attribués au Groupe qu'à concurrence de la fraction acquise postérieurement à la date d'effet de l'acquisition.

De même, les résultats afférents aux participations cédées au cours de l'exercice ne sont consolidés qu'à concurrence de la fraction réalisée antérieurement à la date d'effet de la cession.

1.3. Méthodes

a) Les plus-values de cessions internes au Groupe sont éliminées des résultats dans la mesure où elles sont significatives.

b) Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation,
- des logiciels d'application, amortis sur 3 à 6^{2/3} ans.
- des fonds de commerce acquis, qui ne sont pas systématiquement amortis, mais font l'objet de dépréciation lorsque les circonstances le justifient.

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur valeur historique d'acquisition ou pour leur coût de production.

L'amortissement pour dépréciation est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations et est comptabilisé en charges d'exploitation.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Durée
• Constructions et aménagements liés	10 à 25 ans
• Gros matériels d'usine et mobilier administratif	3 à 10 ans
• Matériel d'entreprise et matériel de transport	4 à 5 ans
• Matériel informatique, matériel de bureau	3 à 6 ans

Seuls les biens dont le Groupe est propriétaire sont immobilisés. Les biens financés par crédits-bails ne font pas l'objet d'un retraitement. Lorsqu'un élément de l'actif fait l'objet d'un lease-back, la plus-value réalisée, lorsqu'elle est significative, est portée en produits constatés d'avance et reprise dans le compte de résultat sur la durée du contrat.

d) Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan pour leur prix d'acquisition. Ils sont le cas échéant dépréciés lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée en fonction de l'actif net comptable ré-estimé, de la rentabilité et des perspectives d'avenir, s'avère inférieure au coût d'acquisition.

Lorsque les titres de société sont acquis avec une clause de complément de prix dépendant des performances pluriannuelles futures de l'entreprise, la valeur d'inscription au bilan tient compte de cette estimation provisoire du complément de prix sous le poste "dettes sur immobilisations". Cette estimation est mise à jour à chaque arrêté annuel.

Les prêts consentis dans le cadre de la participation obligatoire des employés à l'effort de construction sont dépréciés afin de ramener leur montant à leur valeur actualisée.

e) Valeurs d'exploitation

Les marges sur stocks résultant de transactions internes au Groupe sont éliminées lorsque leurs montants sont significatifs.

Les matières et fournitures sont évaluées au coût de revient suivant la méthode du prix moyen pondéré. Les coûts inclus dans les travaux en cours comprennent les coûts directement rattachables et une quote-part des frais indirects de production. Ces stocks et travaux en cours sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

Les chiffres d'affaires et les résultats des contrats qui s'échelonnent sur plusieurs exercices sont constatés à l'avancement. Les pertes sur contrats en cours sont provisionnées dès qu'elles sont prévisibles. Il est tenu compte, dans l'estimation de ces pertes, des produits à recevoir fondés sur des dispositions contractuelles spécifiques, des sentences judiciaires ou d'opérations dont le déroulement est en cours.

f) Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée sur les créances, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges, dont l'échéance et le montant ne sont pas fixés de façon précise, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

Y figurent notamment :

- les provisions pour restructuration qui couvrent, dès que ces mesures ont été décidées et annoncées avant la date de clôture, essentiellement les frais de licenciement, les préretraites, les coûts de fermeture d'exploitation, de mise au rebut d'immobilisations, stocks et autres actifs,
- les provisions sur affaires qui couvrent les provisions pour charges sur contrats, les provisions pour pertes à terminaison sur contrats, les provisions pour garanties données aux clients (couverture de la garantie légale ou couverture de clauses spécifiques prévues au contrat) et pénalités sur marchés.
- les provisions pour litige qui couvrent essentiellement des risques clients et sur cessions d'actifs.

Le montant des redressements fiscaux notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision lorsque la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours.

h) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres (déterminée sur la base du cours moyen du mois de clôture pour les titres cotés et sur la base de la valeur probable de réalisation pour les autres valeurs) est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

i) Produits et charges exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe, tels que plus ou moins-values de cessions et frais accessoires, charges de restructuration, pénalités sur affaires ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

j) Engagements de retraite

La dépense correspondant aux engagements de retraite est prise en charge dans l'exercice de son versement effectif.

En ce qui concerne les droits acquis par l'ensemble du personnel, toutes classes d'âges confondues, ils ont fait l'objet d'une évaluation en fonction des conventions ou accords en vigueur dans chaque société qui tient compte de l'augmentation future des salaires, d'une évaluation du taux de rotation du personnel et d'une actualisation financière au taux de 5 %. Les droits acquis figurent dans les engagements hors bilan.

Cependant les pensions sont enregistrées en provision dans la mesure où elles ont le caractère de dettes certaines, compte tenu des législations locales.

k) Instruments financiers à terme

Il n'est pas dans la vocation du Groupe de réaliser des opérations spéculatives. Aussi divers instruments financiers, négociés avec des contreparties de premier rang sont utilisés pour réduire l'exposition aux risques de taux et de change.

Couverture des risques de taux

La société mère a mis en place une option d'échange d'intérêts (swap) adossé à l'endettement global du Groupe à moyen terme (crédit-bail) afin de réduire le coût financier de ses emprunts.

Couverture des risques de change

Les décaissements en devises sont réalisés par des unités opérationnelles parfaitement identifiées. Les instruments de couverture utilisés sont les achats à terme et les options d'achat de devises. Ces opérations viennent en couverture d'opérations commerciales et financières.

Dès la remise d'une offre commerciale, les ventes en devises sont, chaque fois que cela est possible, sécurisées par une couverture de type option ou vente à terme.

Le Groupe ne gère pas en permanence une trésorerie significative en devises ou des positions à terme en devises non affectées.

l) Créances et dettes en monnaies étrangères

En fin d'exercice, les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties au cours de clôture ou aux taux des couvertures de change mises en place, le cas échéant.

Les gains et les pertes de change latents sont comptabilisés en compte de résultat.

m) Litiges

Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

- 1) Fin avril 2001, les filiales CS Telecom et CS Electronics ont été déclarées en cessation de paiements (DCP). Les dépréciations d'actifs et charges liées à des garanties ont été constatées dans les comptes 2000 et actualisées aux clôtures 2001 et 2002. Les liquidations judiciaires de CS Télécom et CS Electronics ont été prononcées respectivement en août 2001 et février 2002.
- 2) En avril 2002, la filiale Mécatronic a été cédée après avoir été recapitalisée. En octobre 2002, Mécatronic a déposé son bilan. Parallèlement, le groupe acquéreur a activé la garantie de passif et assigné CS en résolution de la vente. Le groupe CS estime que ces actions ont peu de chance d'aboutir.

Par ailleurs, le Groupe estime qu'il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur son activité, sa situation financière et son patrimoine.

n) Résultat par action

L'information présentée en pied du compte de résultat est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- résultat net par action : le résultat net part du groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture ;
- résultat net dilué par action : le résultat net part du groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options ou bons de souscription d'action. Pour ce calcul, il n'a pas été tenu compte de l'économie de frais financiers qui serait réalisée en cas d'exercice de ces instruments.

NOTE 2 : PERIMETRE ET VARIATION DU PERIMETRE CONSOLIDE

a) Liste des sociétés consolidées

(Voir note 23)

b) Variation du périmètre

Les modifications apportées en 2002 au périmètre de consolidation sont les suivantes:

Entrées : Néant

- Cependant, la société TDC (rebaptisée Intrans) a absorbé les sociétés Intrans et Indulys le 30 juin 2002. Cette opération a eu pour impact essentiel l'entrée d'un actif corporel d'environ 1 M USD et d'une dette équivalente.
- La société CS a absorbé le 31 décembre 2002, deux filiales holdings non consolidées.

Sorties :

- La société Sécra Alpine Electronics SAE a été cédée en mai 2002 et déconsolidée dès le 1er janvier 2002, compte tenu de la date d'effet de la transaction. Au cours du 1^{er} trimestre 2002, SAE a réalisé un chiffre d'affaires de 5,9 M€ et un résultat d'exploitation de 15 K€. En 2001, cette société avait réalisé un chiffre d'affaires de 40,3 M€ et un résultat d'exploitation de 1,0 M€.
- CS Italie a été cédée en mai à effet du 1er janvier 2002 et déconsolidée dès le 1er janvier 2002 pour les mêmes raisons que ci-dessus. La perte réalisée par CS Italie au cours du 1er trimestre est d'environ 32K €.
- La société Trustycom a été absorbée par CSSI avec effet au 30 avril 2002.
- Les sociétés Saf et CS Institut ont cédé, à effet du 1er avril 2002, leurs fonds de commerce à la société CSSI. Depuis le 1er avril, ces sociétés n'ont plus d'activité ; elles ont donc été sorties du périmètre et leurs titres repris et figés au bilan pour leur quote-part de capitaux propres.
- La société Voxity a cédé le 11 juillet 2002 son fonds de commerce de calcul de trafic et d'itinéraire. Cette société est donc déconsolidée et le résultat net au premier semestre figure sur une ligne spécifique du compte de résultat en charges exceptionnelles. Au cours du 1er semestre la société Voxity a réalisé un chiffre d'affaires de 31 K€ et dégagé une perte de 576 K€ ; la vente du fonds n'a pas généré de plus value.

NOTE 3 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION PAR ACTIVITE

Chiffre d'affaires (en millions €)	Au 31-12-2002	Au 31-12-2001
Systèmes d'information	386,1	385,7
Autres activités	0,8	42,2
Total par activité	386,9	427,9
France	332,4	349,0
International	54,5	78,9
Total par zone géographique	386,9	427,9

En 2002, le chiffre d'affaires des activités de systèmes d'information se décompose comme suit :

- 27,6 % infogérance
- 17,2 % intégration de réseaux
- 55,2% intégration de systèmes

Résultat d'exploitation (en millions €)	Au 31-12-2002	Au 31-12-2001
Systemes d'information	8,3	-2,0
Autres activités	-0,5	-2,9
Total	7,8	-4,9

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers €)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Valeur au 31/12/2001	33 784	-28 599	5 185
Augmentation	934	-3 200	-2 266
Diminution	-742	1 836	1 094
Variation de périmètre	-2 421	2 330	-91
Autres mouvements	-48	38	-10
Valeur au 31/12/2002	31 507	-27 595	3 912

NOTE 5 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers €)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Valeur au 31/12/2001	64 576	13 882	50 694
Augmentation	68	3 614	-3 546
Autres et reclassement	-	-	-
Diminution	-423	-362	-61
Valeur au 31/12/2002	64 221	17 134	47 087

Détail des valeurs nettes :

(en millions €)	2001	2002
Sous groupe CSSI	49,4	46,1
Ecsat	1,1	1,0
Voxity	0,2	0
	50,7	47,1

Une dépréciation exceptionnelle de 270 K€ sur l'écart d'acquisition de la filiale Srilog résultant du test "d'impairment" a été constatée.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Valeurs brutes des immobilisations corporelles**

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur au 31/12/2001	3 287	8 297	31 267	42 851
Augmentation	-	1 821	3 570	5 391
Diminution	-30	-560	-1 699	-2 289
Variations de périmètre (SAE, essentiellement)	-1 784	-3 225	-1 660	-6 669
Autres et reclassements	-	-436	-417	-853
Valeur au 31/12/2002	1 473	5 897	31 061	38 431

Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur au 31/12/2001	1 848	5 319	19 178	26 345
Augmentation	27	1 259	4 226	5 512
Diminution	-19	-527	-1 074	-1 620
Variations de périmètre	-832	-2 809	-1 214	-4 855
Autres et reclassements	-	-102	-352	-454
Valeur au 31/12/2002	1 024	3 140	20 764	24 928

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Compte tenu de leur incidence non significative, certaines participations sont exclues du périmètre de consolidation.

Principaux titres non consolidés :

(en milliers €)	% de participation au 31/12/02	Valeur nette au 31/12/02	Capitaux propres au 31/12/02
CEP Périgueux	19,4 %	686	ND
CS Telecom	100 %	-	ND
CS Electronics	100 %	-	ND
Autres	-	826	-
Total		1 512	

CS SA détient directement et majoritairement quatre SCI qui possèdent des locaux d'activité en région pour une surface totale de 11 300 m². Ces locaux sont loués, soit au Groupe, soit à des tiers et ces SCI n'ont pas d'endettement hors groupe à l'exception d'échéances de crédit-bail pour un montant résiduel de 262 milliers d'euros.

Une filiale consolidée détient une participation de 25% dans une SCI qui finance un immeuble à usage de bureaux et d'activité. Le total des redevances restant à payer est de 8,4 millions d'euros.

Autres immobilisations financières :

(en milliers €)	Valeur brute au 31/12/02	Provisions	Valeur nette au 31/12/02
Prêts	5 048	-1 458	3 590
Dépôts et autres	1 426	-110	1 316
Total	6 474	-1 568	4 906

Le poste prêts est constitué essentiellement des investissements effectués dans le cadre de la participation des employés à l'effort de construction.

NOTE 8 : STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

(en milliers €)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Valeur au 31/12/2001	26 034	-9 299	16 735
Variation de périmètre	-9 108	4 555	-4 553
Variations exercice	-2 220	-696	-2 916
Valeur au 31/12/2002	14 706	-5 440	9 266

NOTE 9 : CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

(en milliers €)	Valeur brute au 31/12/02	Provisions	Valeur nette au 31/12/02	Valeur nette au 31/12/01
Moins d'un an	76 748	-	76 748	107 660
Plus d'un an	3 296	2 830	466	10 898
Total	80 044	2 830	77 214	118 558

Les variations de périmètre représentent 12 411 milliers d'euros.

NOTE 10 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers €)	Valeur brute Au 31/12/02	Provisions	Valeur nette au 31/12/02	Valeur nette au 31/12/01
Avances versées	2 060	-	2 060	2 412
Créances d'exploitation	19 693	1 370	18 323	16 134
Débiteurs divers et autres créances	14 393	10 526	3 867	74 450
Comptes de régularisation	1 854	-	1 854	2 137
Total	38 000	11 896	26 104	95 133

Les autres créances dont l'échéance est comprise entre 1 an et 5 ans s'élèvent à 8 millions d'euros.

NOTE 11 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

Le gain latent sur les valeurs mobilières de placement n'est pas significatif. Une partie importante de ce poste (16 M€) est indisponible car lié aux cessions de créances Dailly.

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé, au 31 décembre 2002, de 5 573 248 actions de 15,25 € et 36 actions de 0,39 €.

A la clôture de l'exercice et du fait de l'absorption de la filiale Signoval, CS Communication & Systèmes détient des actions d'autocontrôle (4 au nominal de 15,25 € et 16 au nominal de 0,39 €).

Les caractéristiques essentielles des plans d'options de souscription d'actions existant au 31 décembre 2002 sont les suivantes :

	Plan a - 1998	Plan b - 2000	Plan c – 2001
Date du Conseil d'Administration	29-05-1998	31-01-2000	18-12-2001
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	440 000	343 000	527 840
Nombre maximum d'options résiduelles	53 500	23 600	527 840
Nombre maximum d'option détenues par les membres du Conseil d'Administration	0	0	165 000
Délai maximum d'exercice des options	29-05-2008	31-01-2010	18-12-2011
Prix d'exercice en % de la moyenne des 20 séances de Bourse précédant l'octroi	95%	80%	Nominal
Prix d'exercice de l'option	62,50 €	39,03 €	15,25 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2002	-	-	-



Le tableau ci-après résume les caractéristiques des bons de souscription d'actions émis par la société-mère :

Date du contrat d'émission	29 juin 2001	31 mai 2002
Nombre total de BSA émis	131 100	999 053
Quotité d'exercice	1/1	1/1
Date expiration	65 550 au 31/12/2003 65 550 au 31/12/2004	30/10/2005
Prix exercice	15,25	15,25
Nombre de BSA restants au 31/12/2002	131 100	999 053

Capitaux propres – part du groupe

(en milliers €)	
Au 31 décembre 2001	27 602
Augmentation de capital	15 236
Résultat de l'exercice	-7 469
Ecart de conversion et divers	591
Au 31 décembre 2002	35 959

NOTE 13 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Au 31-12-01	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Au 31-12-02
Provision pour risques et charges	30 308	9 227	20 606	-1 393	17 536

Les provisions reprises (essentiellement en exceptionnel) car non utilisées sont évaluées à 2,5 M€.

(en milliers €)	au 31/12/02	au 31/12/01
Provision restructurations	1 218	5 936
Provisions sur affaires	4 976	5 620
Pensions	4 459	3 809
Litiges et risques divers	4 393	9 488
Impôts	1 306	804
Risques sur filiales	1 184	4 651
Total	17 536	30 308

Les provisions constatées au bilan du 31/12/2001 étaient conformes à la norme résultant de l'avis 00-01 du Conseil National de la Comptabilité sur la possibilité de constituer des provisions. Aussi aucune reprise par situation nette n'a donc été constatée.

Les provisions pour pensions concernent certaines filiales étrangères (essentiellement allemandes).

A l'occasion de la vente, en 1997, de la société CS Défense diverses garanties avaient été données à l'acquéreur. Celui-ci avait présenté des demandes pouvant entraîner notamment la mise en œuvre d'une réfaction du prix de cession. En fin d'année 2002, CS et l'acquéreur se sont rapprochés et ont signé une transaction globale et définitive, soldant l'intégralité des différends au titre de cette cession. Les comptes 2002 reflètent les termes de cet accord.

NOTE 14 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Tous les emprunts et dettes financières à moyen et long terme du Groupe sont assortis d'un taux d'intérêt fixe sauf quelques prêts à taux variable représentant une valeur totale de 17 K€.

Au 31 décembre 2002, le taux moyen pondéré des intérêts sur les emprunts à moyen et long terme, en euros, ressort à 6,0 % (5,99 % en 2001).

(en milliers €)	2002	2001
Emprunts à plus de 5 ans	-	0
Emprunts à plus d'un an et moins de 5 ans	28	932
Total	28	932
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	12 457	28 272
Total	12 485	29 204

Les emprunts et les dettes financières en devises, en dollars US, à fin 2002, représentent l'équivalent de 6 808 K€.

Le tableau présenté ci-dessous donne une répartition de la trésorerie du Groupe.

(en milliers €)	31-12-2002	31-12-2001
Emprunts bancaires et autres	- 1 846	-2 058
Découverts bancaires	- 10 639	-27 146
Banques et valeurs de placement	31 831	24 739
Trésorerie à court terme nette	21 192	-2 407
Trésorerie (+) / Endettement (-) global	19 346	-4 465

Cette trésorerie ou endettement global n'intègre pas les créances clients cédées dans le cadre de financements à moins d'un an de type Loi Dailly, qui ont évolué comme suit :

(en millions €)	31-12-2002	31-12-2001
Créances clients cédées en Dailly	58,9	50,2

NOTE 15 : : PERSONNEL

Effectif moyen du groupe

	France	Etranger	Total 2002	2001
Ingénieurs et cadres	2 459	154	2 613	2 542
Collaborateurs	1 095	78	1 173	1 326
Ouvriers	0	0	0	98
Total	3 554	232	3 786	3 966

La rémunération des dirigeants de CS en 2002 s'est élevée à :

(en milliers d'euros)	Total
Organes d'administration et de gestion	742

NOTE 16 : RESULTAT FINANCIER (NET)

(en milliers €)	31-12-2002	31-12-2001
Frais financiers nets	-2 635	-1 819
Provisions	-241	-2 423
Résultats de change (nets)	-568	-1 171
Autres charges et produits financiers (nets)	-	141
Résultat financier (net)	- 3 444	-5 272

En 2001, au 1^{er} trimestre, les intérêts facturés aux sociétés déclarées en cessation de paiement s'étaient élevés à 1,0 M €.

NOTE 17 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**Détail du poste investissement financier net**

Acquisitions d'immobilisations financières	-4 880
Prix de vente des actifs corporels	1 122
Prix de vente des actifs financiers	4 161
Variation des dettes/créances sur achats/ventes d'immobilisations	-1 355
Trésorerie des filiales acquises ou cédées	1 630
Total	678

Le poste acquisitions financières est essentiellement composé de :

- achat titres SAE : 915 k€
- augmentation de capital Mecatronic (avant cession) : 1 145 k€
- augmentation de capital CS Institut : 2 057 k€

La cession de la filiale SAE impacte le poste prix de vente des actifs pour 2,3 M€.

La trésorerie publiée les deux exercices précédents était de -3.469 K€ et -14.764 K€ et comprenait 1.062 K€ et -460 K€ de comptes courants.

NOTE 18 : RESULTAT EXCEPTIONNEL NET

(en milliers €)	2002	2001
Produits / charges sur opérations de gestion	-84 475	-15 034
Reprises / dotations aux provisions	82 587	31 545
Sous-total	-1 888	16 511
Produits / charges sur opérations en capital	-6 546	-35 720
Total	-8 434	-19 209

Le résultat exceptionnel est composé de :

	(en milliers €)
Déménagements et locaux inoccupés (1)	-2 306
Frais liés à l'augmentation de capital	-1 692
Restructuration - personnel	-2 288
Cessions et liquidations	-1 301
Autres	-847

- 1) Concerne notamment la fermeture du site de Boulogne Billancourt et le déménagement d'activité vers Fontenay Aux Roses

NOTE 19 : IMPOT SUR LES BENEFICES

(en milliers €)	2002	2001
Impôts	305	280
Impôts différés	32	13
Crédits d'impôts recherche	-	(3 136)
Total	(273)	(2 726)

La société mère a constitué un groupe d'intégration fiscale avec la filiale CS SI.

La situation fiscale du Groupe est la suivante :

(en millions €)	2002	2001
Au taux normal :		
- Déficit reportables temporairement	152,5	180,2
- Déficit reportables indéfiniment	38,6	38,6
Au taux réduit :	24,7	7,9
Total	215,8	226,7
Economie potentielle d'impôt correspondante :		
- au taux normal	65,6	75,0
- au taux réduit	4,8	1,5

Comme indiqué en note 1-2-e les actifs d'impôts ne sont pas comptabilisés compte tenu du caractère aléatoire de leur imputation effective.

NOTE 20 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers €)	2002	Cf. note
Engagements donnés		
Indemnités de départ en retraite	6 120	1.3-j
Crédit-bail mobilier (redevances restant à courir)	42	20-d
Crédit-bail immobilier (redevances restant à courir)	7 529	20-d
Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors avances reçues déjà comptabilisées)	22 960	
Créances cédées non échues (Daily)	58 982	
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles :	18 855	
Avals, cautions et garanties	57 860	20-a
Autres garanties données	2 114	20-b
Positions à terme en devises et couvertures de taux d'intérêts	16 817	20-c
Engagements reçus		
Avals, cautions et garanties	3 662	

20-a

De ce montant, 49,4 M€ correspondent à la garantie par CS maison-mère de financements qui figurent soit au bilan consolidé en emprunts ou découverts bancaires soit en hors bilan sur la ligne créances cédées non échues

20-b

CS et le principal actionnaire minoritaire de CAM Munich ont signé des promesses d'achat et de vente sur les parts détenues par cet associé dans le capital de CAM Munich (30,80 %) pour un prix global de 1.453 K€. Les promesses sont exerçables en 2004 et 2005. CS s'est également engagé à rembourser à cet associé son prêt à CAM Munich d'un montant de 661 K€ en 2003 et 2004.

20-c

Au 31 décembre 2002, les couvertures du Groupe (rendant variables des taux d'intérêts initialement fixes) portent sur 5,49 millions € de dettes financières à long et court terme. Les instruments utilisés sont, pour la plus grande partie, des "swaps". Cette couverture, dont le montant est dégressif échoit en janvier 2007.

20-d Informations en matière de crédit-bail

(en milliers €)	Valeur d'origine	Redevances		Dotations théoriques aux amortissements	
		Exercice	Cumulées	Exercice	Cumulées
Crédit-bail immobilier	8 412	968	4 645	610	2 263
Crédit-bail mobilier	36	1	1	1	1
Total	8 448	969	4 646	611	2 264



Redevances restant à payer :

(en milliers €)	A 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Prix de rachat
Crédit-bail immobilier	975	4 817	1 737	7 529	0
Crédit-bail mobilier	9	33	-	42	0
Total	984	4 840	1 737	7 571	0

NOTE 21 : HONORAIRES D'AUDIT ET DE CONSEIL

(en milliers €)	Barbier Frinault Réseau Ernst & Young	%	Calan Ramolino Réseau Deloitte	%
Audit				
Commissariat aux comptes et certificat des comptes annuels et consolidés	234		130	
Missions accessoires	384		21	
Sous-total	618	80	151	20
Juridique, fiscal, social...	31		0	
Sous-total	31	100	0	0
Total	649	81	151	19

NOTE 22 : TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES NON CONSOLIDEES

Les opérations avec les entreprises liées non consolidées sont négligeables du point de vue du compte de résultat et du bilan.

Au 31 décembre 2002, CS SA prête en compte-courant 1,4 M€ à diverses SCI.

NOTE 23 : LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Nom	Siège	Siren / Pays	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
CS COMMUNICATION & SYSTEMES	Clamart	692000946	Société mère	Société mère	Société mère
» <u>SYSTEMES D'INFORMATION</u>					
CS SYSTEMES D'INFORMATION (CSSI)	Clamart	393135298	100,00	100,00	Globale
CS ROUTE	Clamart	381733294	100,00	100,00	Globale
INTRANS GROUP INC	Dover	DELAWARE - USA	100,00	100,00	Globale
TDC DEL CARIBE	Dover	DELAWARE - USA	100,00	100,00	Globale
RTI SYSTEM LTD	Londres	GRANDE-BRETAGNE	99,99	99,99	Globale
CS CHILE	Santiago du Chili	CHILI	100,00	100,00	Globale
CAM MUNICH	Munich	ALLEMAGNE	60,00	60,00	Globale
CAM BERLIN	Berlin	ALLEMAGNE	36,00	60,00	Globale
USB	Munich	ALLEMAGNE	30,60	51,00	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMS AUSTRIA	Vienne	AUTRICHE	100,00	100,00	Globale
CS COMMUNICATION ET SYSTEMES CANADA	Montreal	CANADA	100,00	100,00	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMS BELGIUM	Bruxelles	BELGIQUE	100,00	100,00	Globale
SRILOG	Clamart	379737067	98,00	98,00	Globale
SCOT	Ramonville Saint-Agne	342102019	62,03	62,03	Globale
<u>AUTRES ACTIVITES</u>					
CS TECHNOLOGIES INFORMATIQUES	Clamart	400518304	100,00	100,00	Globale



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Comptes Consolidés Exercice clos le 31 décembre 2002

Messieurs les actionnaires de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur Seine, le 29 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

Bernard SCHEIDECKER



5.2 COMPTES SOCIAUX

BILAN				
Actif				
(en € milliers)	Référence à l'annexe	2002 Montant net	2001 Montant net	2000 Montant net
Immobilisations incorporelles	3	2 074	2 777	10 472
Immobilisations corporelles	4	129	115	1 470
Immobilisations financières	5	76 326	74 252	109 312
Actif immobilisé		78 529	77 144	121 254
Avances, acomptes versés sur commandes		52	45	49
Clients et comptes rattachés	6	2 843	3 530	5 634
Autres créances	6	6 718	5 909	26 957
Disponibilités		8 407	3 640	2 671
Charges constatées d'avance		64	64	29
Actif circulant		18 084	13 188	35 340
Ecart de conversion actif		-	-	5
TOTAL DE L'ACTIF		96 613	90 332	156 599
Passif				
(en € milliers)		2002	2001	2000
Capital social		84 992	69 756	68 734
Primes liées au capital		86 100	85 388	85 410
Ecart de réévaluation		1	1	1
Réserve légale		1 085	1 085	1 085
Report à nouveau		(96 281)	(67 219)	(15 233)
Résultat de l'exercice		(3 692)	(29 062)	(51 986)
Subventions d'investissement		15	15	15
Capitaux propres	7	72 220	59 964	88 026
Provisions pour risques et charges	8	3 977	13 811	41 623
Dettes financières	9	3 448	10 770	17 550
Dettes d'exploitation	9	2 787	3 265	5 917
Dettes diverses	9	14 037	2 376	3 262
Dettes		20 272	16 411	26 729
Ecarts de conversion passif		144	146	221
TOTAL DU PASSIF		96 613	90 332	156 599

COMPTE DE RESULTAT				
(en € milliers)	Référence à l'annexe	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	10	6 027	9 949	13 882
Subventions d'exploitation		-	2	15
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges		791	13	41
Autres produits		-	90	10
PRODUITS D'EXPLOITATION		6 818	10 054	13 948
Achats et charges externes		2 544	3 862	6 927
Impôts, taxes et versements assimilés		159	290	434
Charges de personnel		2 536	3 229	4 848
Dotations aux amortissements		1 348	2 257	2 358
Autres charges		(95)	141	122
CHARGES D'EXPLOITATION		6 492	9 779	14 689
RESULTAT D'EXPLOITATION		326	275	(741)
Produits financiers de participations		35	48	596
Autres intérêts et gains sur cessions de valeurs mobilières		1 024	2 542	21 300
Reprises sur provisions et transferts de charges		14 547	298	25 145
Gains de change		1	4	14
PRODUITS FINANCIERS		15 607	2 892	47 055
Dotations aux amortissements et provisions financières		8 007	30 064	24 478
Intérêts et charges financiers		519	917	605
Pertes de change		4	17	4
CHARGES FINANCIERES		8 530	30 998	25 087
RESULTAT FINANCIER		7 077	(28 106)	21 969
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		7 403	(27 831)	21 228
RESULTAT EXCEPTIONNEL	11	(11 074)	(1 386)	(73 214)
Impôts sur les bénéfices	12	(21)	155	-
RESULTAT NET		(3 692)	(29 062)	(51 986)

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2002 – CS COMMUNICATION & SYSTEMES

NOTE 1 : FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a cédé les sociétés Secr  Alpine Electronics et Mécatronic. Par ailleurs, les sociétés Ecsat et CS Institut ont été cédées à notre filiale CS Systèmes d'Information. Enfin, les sociétés Signoval et Omnium Electrique et Industriel ont fait l'objet d'une confusion de patrimoine le 30 décembre 2002.

NOTE 2 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés en conformité aux principes et normes comptables français et notamment avec le règlement n  00-06 du Comité de Réglementation Comptable.

a) Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation ;
- des logiciels d'application, amortis sur 3 à 6 2/3 ans ;
- des fonds de commerce acquis. Les fonds de commerce ne sont pas systématiquement amortis mais font l'objet de dépréciation lorsque les circonstances le justifient.

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou valeur d'apport.

L'amortissement pour dépréciation est calculé selon la méthode linéaire, en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

Immobilisations	Durée
▫ Constructions et aménagements	10 à 20 ans
▫ Mobilier administratif	3 à 10 ans
▫ Matériel d'entreprise et matériel de transport	4 à 5 ans
▫ Matériel informatique	3 à 6 ans 2/3
▫ Autres immobilisations	1 à 5 ans

L'écart éventuel entre l'amortissement fiscal et l'amortissement pour dépréciation économique est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions réglementées.



c) Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport. A chaque clôture, la société compare la valeur des titres à leur valeur actuelle calculée selon des méthodes d'évaluation multicritères (test "d'impairment"). Dans le cas où cette valeur actuelle est inférieure, une dépréciation est enregistrée. Pour l'exercice 2002, la valeur actuelle a été déterminée par référence à un panel de sociétés du même secteur.

Lorsque les titres de société sont acquis avec une clause de complément de prix dépendant des performances pluriannuelles futures de l'entreprise, la valeur d'inscription au bilan tient compte de cette estimation provisoire du complément de prix sous le poste "dettes sur immobilisations". Cette estimation est mise à jour à chaque arrêté annuel.

Les prêts consentis dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction sont dépréciés afin d'en ramener leur montant net à leur valeur actualisée.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, liée aux difficultés de recouvrement, est inférieure à la valeur comptable.

e) Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges, dont l'échéance et le montant ne sont pas fixés de façon précise, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

Y figurent notamment :

- les provisions pour restructuration qui couvrent, dès que ces mesures ont été décidées et annoncées avant la date de clôture, essentiellement les frais de licenciement, les préretraites, les coûts de fermeture d'exploitation, de mise au rebut d'immobilisations et autres actifs,
- les provisions pour charges, risques et pénalités,
- les provisions sur litiges liés à des cessions d'actifs.

Les redressements fiscaux notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne font pas l'objet d'une provision lorsque la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres (déterminée sur la base du cours moyen du mois de clôture pour les titres cotés et sur la base de la valeur probable de réalisation pour les autres valeurs) est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

g) Produits et charges exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel ou de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins-values liées aux cessions, frais accessoires, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

Les coûts liés aux acquisitions et cessions de participations sont également classés sous cette rubrique.

h) Engagements de retraite

Il n'existe aucun engagement en matière de complément de retraite.

Les indemnités de départ en retraite sont comptabilisées en charge sur l'exercice de leur versement effectif. Les droits acquis par l'ensemble du personnel ont fait l'objet d'une évaluation en fonction de la convention en vigueur et figurent dans les engagements hors bilan. La valeur actuelle de cet engagement a été calculée par application de la méthode prospective, tenant compte de l'augmentation future des salaires et d'une actualisation financière au taux de 5,0 %.

i) Instruments financiers à terme

La société a poursuivi sa politique d'option d'échange d'intérêts (Swap) adossée à l'endettement global du Groupe (moyen terme, crédit bail) afin de réduire le coût financier de ses emprunts.

j) Conversion des éléments en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, à l'exception des créances et des dettes faisant l'objet d'un contrat de couverture de change à terme qui sont converties au cours de couverture. La différence, résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises, est portée en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change sont couvertes par une provision pour risques.

k) Faits marquants ou litiges

Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

1) Fin avril 2001, les filiales CS Telecom et CS Electronics ont été déclarées en cessation de paiements (DCP). Les dépréciations d'actifs et charges liées à des garanties ont été constatées dans les comptes 2000 et actualisées aux clôtures 2001 et 2002. Les liquidations judiciaires de CS Télécom et CS Electronics ont été prononcées respectivement en août 2001 et février 2002.

2) Abandons de créances :

La société a consenti différents abandons de créances et remises d'intérêts à des filiales :

- CSSI pour un montant de 9 000 K€ (avec clause de retour à meilleure fortune) ;
- CSTI pour un montant de 269 K€ .

3) En avril 2002, la filiale Mécatronic a été cédée après avoir été recapitalisée. En octobre 2002, Mécatronic a déposé son bilan. Parallèlement, le groupe acquéreur a activé la garantie de passif et assigné CS en résolution de la vente. La société CS estime que ces actions ont peu de chance d'aboutir.

Par ailleurs, la société estime qu'il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur son activité, sa situation financière et son patrimoine.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Concessions, brevets, licences et fonds de commerce

en milliers €	Montant au 31/12/01	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/02
Valeur brute	14 363	-	-	14 363
Amortissements	(11 586)	(1 346)	642	(12 290)
Valeur nette	2 777	(1 346)	642	2 073

Ce poste a fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle de 2,7 M € en 2001. Compte tenu des amortissements pratiqués en 2002, le montant résiduel de cette dépréciation est de 2,1 M€.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeurs brutes en milliers €	en début d'exercice	Fusion	Acquisitions	Cessions	en fin d'exercice
Terrains et agencements des terrains	134	29	-	11	152
Constructions et agencements	671	-	-	5	666
Autres immobilisations corporelles	16	-	-	1	15
Total	821	29	-	17	833

Amortissements en milliers €	en début d'exercice	Dotations	Reprises	en fin d'exercice
Terrains et agencements des terrains	36			36
Constructions et agencements	663	1	3	661
Autres immobilisations corporelles	7	2	2	7
Total	706	3	5	704

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Titres : Le détail des titres de participation se trouve dans le tableau qui figure en note 18.

La valeur d'acquisition des titres a été comparée avec leur valeur actuelle selon la méthode mentionnée à la note 2 – c.

Divers titres de SCI n'ont pas été dépréciés, compte tenu des plus-values latentes sur immeubles qu'elles recèlent.

Prêts et autres immobilisations financières

en milliers €	Valeur brute au 31/12/01	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/02
Prêts à la construction	4 031	10	547	3 494
Dépôts et cautionnements	-	7	-	7
Total	4 031	17	547	3 501

NOTE 6 : CREANCES BRUTES

en milliers €	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	3 494	48	3 446
Autres immobilisations financières	7	7	-
Créances			
Clients	2 947	2 947	-
Clients douteux	183	-	183
Personnel et comptes rattachés	2	2	-
Etats et autres collectivités	751	751	-
Groupe (comptes courants)	25 283	3 496	21 787
Débiteurs divers	3 829	3 829	-
Charges constatées d'avance	64	64	-
Total	36 560	11 144	25 416

NOTE 7 : CAPITAL SOCIAL

	Actions à 15,25 € de nominal	Actions à 0,39 € de nominal
A l'ouverture	4 574 205	36
Augmentation de capital	999 043	-
A la clôture	5 573 248	36
Capital à la clôture (en €)	84 992 032	14

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Compte tenu de l'absorption de Signoval la société détient 4 actions propres de nominal 15,25 € et 16 actions propres de nominal 0,39 €.

Variation des capitaux propres

en milliers €	Au 31/12/01	Fusion	Affectation du résultat 2001	Augmentation de capital	Résultat 2002	Au 31/12/02
Capital social	69 757			15 235		84 992
Primes diverses	85 387	712				86 099
Réserve légale	1 085					1 085
Autres réserves	1					1
Report à nouveau	(67 219)		(29 062)			(96 281)
Résultat	(29 062)		29 062		(3 692)	(3 692)
Subventions d'investissement	15					15
Total	59 964	712	-	15 235	(3 692)	72 219

Les caractéristiques essentielles des plans d'options de souscription d'actions existant au 31 décembre 2002 sont les suivantes :

	Plan a 1998	Plan b 2000	Plan c 2001
Date du Conseil d'Administration	29/05/1998	31/01/2000	18/12/2001
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	440 000	343 000	527 840
Nombre maximum d'options offertes au 31/12/2002	53 500	23 600	527 840
Nombre maximum d'options détenues par les membres du Conseil d'Administration	0	0	165 000
Délai maximum d'exercice des options	29/05/2008	31/01/2010	18/12/2011
Prix d'exercice en % de la moyenne des 20 séances de Bourse précédant l'octroi	95%	80%	Nominal
Prix d'exercice de l'option	62,50 €	39,03 €	15,25 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2002	-	-	-

Le tableau ci-après résume les caractéristiques des bons de souscription d'actions émis par la société :

Date du contrat d'émission	29 juin 2001	31 mai 2002
Nombre total de BSA émis	131 100	999 053
Quotité d'exercice	1/1	1/1
Date expiration	65 550 au 31/12/2003 65 550 au 31/12/2004	30/10/2005
Prix exercice	15,25	15,25
Nombre de BSA restants au 31/12/2002	131 100	999 053

NOTE 8 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers €	Au 31/12/01	Dotation	Reprise	Au 31/12/02
Coûts de restructurations	450	-	295	155
Litige et risques divers	5 493	295	4 635	1 153
Risques sur filiales	7 868	572	5 771	2 669
Total	13 811	867	10 701	3 977

A l'occasion de la vente de la société CS Défense diverses garanties avaient été données à l'acquéreur. Celui ci avait présenté des demandes pouvant entraîner notamment la mise en œuvre d'une réfaction du prix de cession. En fin d'année 2002, CS et l'acquéreur se sont rapprochés et ont signé une transaction globale et définitive, soldant l'intégralité des différends au titre de cette cession. Les comptes 2002 reflètent les termes de cet accord.

NOTE 9 : DETTES

en milliers €	Montant brut
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 420
Emprunts et dettes financières diverses	29
Fournisseurs et comptes rattachés	1 538
Personnel et comptes rattachés	456
Sécurité Sociale et autres organismes	306
Etat et autres collectivités	487
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	503
Groupe (comptes courants)	10 516
Autres dettes	3 017
Produits constatés d'avance	-
Total	20 272

Ces dettes sont toutes à moins d'un an, à l'exception de 1,5 M€ dont l'échéance est en 2004.

NOTE 10 : CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires représente essentiellement les prestations de services facturées aux sociétés du Groupe.

NOTE 11 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

en milliers €	Cession d'actifs	Restructuration	Filiales	Autres	Total au 31/12/02
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				555	555
Résultat exceptionnel sur opération en capital	(8 266)				(8 266)
Reprises sur provisions	8 266	295	61 831	9 810	80 202
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(1 170)	(258)	(70 532)	(8 061)	(80 021)
Dotations exceptionnelles sur provisions	(280)	-	(2 897)	(367)	(3 544)
Total	(1 450)	37	(11 598)	1 937	(11 074)

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de :

- abandon de créances	-9,0 M€
- frais d'augmentation de capital	-1,7 M€
- moins values de cessions	-1,5 M€

NOTE 12 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

Ventilation de l'impôt théorique

en milliers €	Résultat Avant impôt	Impôt				Résultat net
		Théorique	Compensation	Report Déficiaire	Dû	
Courant						
CT	1 093	-372	372		0	1 093
LT	6 310	-1 262	688	574	0	6 310
Exceptionnel						
CT	-7 635	2 596	-372	-2 224	0	7 635
LT	-3 439	688	-688		0	-3 439
Total	-3 671	1 650	0	-1 650	0	-3 671

En 2002, le groupe d'intégration fiscale ne comprend que la filiale CSSI. Les déficits reportables, sans limite de temps, s'élèvent à 26 087 milliers d'euros.

NOTE 13 : CHARGES A PAYER RATTACHEES A DES COMPTES DE PASSIF

en milliers €	2001	2002
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (intérêts)	96	39
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52	410
Dettes fiscales	667	617
Total	815	1 066

NOTE 14 : ENTREPRISES LIEES

en milliers €	31/12/2002
<u>Bilan</u>	
Immobilisations financières	
Participations	140 010
Prêts	
Créances (nettes)	
Clients	3 041
Autres	23 842
Dettes	
Fournisseurs	188
Autres	10 516
<u>Compte de résultat</u>	
Exploitation	
Chiffre d'affaires	5 412
Achats, charges externes	190
Financier	
Revenus des prêts et comptes courants	544
Intérêts des prêts et des comptes courants	109
Reprise dépréciation des titres	14 292
Dotations dépréciations de titres	7 982
Exceptionnel	
Reprise provision pour risque	4 680
Reprise dépréciation	63 691
Dotations provision pour risque	292
Dotations dépréciation	2 604
Abandon de créances	9 000
Créances irrécouvrables	61 873

NOTE 15 : VENTILATION DE L'EFFECTIF EN FIN D'EXERCICE

	2001	2002
Ingénieurs et cadres	20	16
Collaborateurs / employés	0	0
Total	20	16

NOTE 16 : REMUNERATION DES ORGANES SOCIAUX

	en milliers €
Organes d'administration et de gestion	742

NOTE 17 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

en milliers €	Au profit de		Total
	Filiales	Autres	2002
Engagements donnés			
Indemnités de départ en retraite (cf. 2-h)		43	43
Crédit-bail mobilier (redevances restant à courir)			
Crédit-bail immobilier (redevances restant à courir) (cf.17-c)		7 529	7 529
Avals et cautions et engagements liés à l'exécution des marchés (hors avances reçues déjà comptabilisées)	6 969	4 099	11 068
Créances cédées non échues			-
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (créances nanties à recevoir)	3 292		3 292
Avals, cautions et garanties (cf 17-d)	66 098	957	67 055
Autres garanties données (cf 17-a)		2 114	2 114
Positions à terme en devises et couvertures de taux d'intérêts (cf 17-b)		5 488	5 488
Engagements reçus			
Avals, cautions et garanties		518	518
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune	32 432		32 432

17-a

CS et le principal actionnaire minoritaire de CAM Munich ont signé des promesses d'achat et de vente sur les parts détenues par cet associé dans le capital de CAM Munich (30,80 %) pour un prix global de 1.453 K€ Les promesses sont exerçables en 2004 et 2005. CS s'est également engagé à rembourser à cet associé son prêt à CAM Munich d'un montant de 661 K€ en 2003 et 2004.

17-b

Au 31 décembre 2002, les couvertures qui rendent variables des taux d'intérêts initialement fixes, portent sur 5 488 millions d'euros de dettes financières à long et court terme. Les instruments utilisés sont, pour la plus grande partie, des "swaps". Cette couverture, dont le montant est dégressif, échoit en janvier 2007.

17-c Informations en matière de crédit-bail

L'engagement de crédit-bail immobilier correspond aux usines de Riom et de Longué-Jumelles ainsi qu'à l'immeuble d'activité de Fontenay Aux Roses dont le contrat a été signé en décembre 2001.

en milliers €	Valeur d'origine	Redevances		Dotation théorique aux amortissements		
		Exercice	Cumulées	Exercice	Cumulées	
	8 412	968	4 645	610	2 263	
	Redevances restant à payer en milliers €	à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Prix de rachat
	Crédit-bail immobilier	975	4 817	1 737	7 529	-

Une filiale est engagée dans un contrat de crédit-bail immobilier. Les redevances restant à payer sont de 262 milliers d'euros (dont 80 milliers d'euros à moins d'un an).

17-d

Dont :

1 – Garanties données sur lignes de financement groupe	58 533
2 – Garanties de loyer	7 566

NOTE 18 : FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Informations financières			
Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1 % du capital de la société	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part du capital détenue (en %)	Résultat du dernier exercice clos
1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)				
CS SI	1 807	-3 167	99,99	2 100
CS Télécom (1)	6 020	-44 506	99,99	ND
CS Route	1 762	-2 084	99,99	1 316
SC 2000	923	- 927	99,99	- 13
CAM Munich	75	-1 903	60,00	- 681 (2)
CS Electronics (1)	4 192	- 2 248	99,99	ND
2 - Participations (détenues entre 10 % et 50 %)				
Néant	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	Filiales		Participations	
Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus :				
- brute	129 856	10 152	2 501	-
- nette	71 100	1 381	1 091	-
Montant des prêts et avances accordés	22 289	2 994	-	-
Montant des cautions et avals donnés	60 580	15 778	-	-

(1) En liquidation judiciaire – (2) Provisoire

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

DATE D'ARRETE	(en €)	1998	1999	2000 ¹	2001	2002
I) Capital en fin d'exercice						
Capital social		17 923 426	17 923 426	68 733 763	69 756 488	84 992 046
Nombre d'actions émises :						
ordinaires						
- à 0,39 €		47 027 988	47 027 988	12	36	36
- à 15,25 €		0	0	4 508 639	4 574 195	5 573 248
Nombre maximal d'actions à créer :						
- par conversion d'obligations		0	0	0	0	0
- par exercice de droits et bons de souscription		13 048 748	13 048 748 ⁽¹⁾	573 650	735 400	1 725 095
II) Opérations et résultats de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes			6 845 827	13 881 890	9 948 712	6 027 418
Résultat avant impôts, amortissements et provisions		(877 497)	(14 625 535)	54 689 917	(19 395 925)	(86 312 609)
Impôts sur les bénéfices			762		(154 765)	20 568
Résultat après impôts, amortissements et provisions		5 244 864	(17 342 367)	(51 985 658)	(29 061 927)	(3 691 764)
Montant des dividendes nets distribués		0	0	0	0	0
III) Résultats par action						
Résultat avant impôts, amortissements et provisions		(0,02)	(0,31)	12,13	(4,24)	(15,49)
Résultat après impôts, amortissements et provisions		0,11	(0,37)	(11,53)	(6,35)	(0,66)
Dividende versé à chaque action :		0	0	0	0	0
IV) Personnel						
Nombre de salariés (clôture)				42	20	16
Montant de la masse salariale				5 625 062	2 091 605	1 721 467
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux				2 220 497	1 137 451	814 770

¹ En 2000, la société a absorbé sa société mère CS avec effet rétroactif au 1er janvier

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2002

Messieurs les actionnaires de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

Bernard SCHEIDECKER



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2002

Messieurs les Actionnaires de la Société CS Communication & Systèmes

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions avec la société CS Systèmes d'Information

Cession à CS Systèmes d'Information des titres CS Institut et ECSAT, respectivement au prix de 0 euro et 1 464 185 euros (*autorisation du conseil d'administration du 25 novembre 2002*)

Personne concernée : Monsieur Yazid Sabeg

Abandon de créance par CS Communication & Systèmes à hauteur de 9 millions d'euros, en date du 5 décembre 2002, avec clause de retour à meilleure fortune. Cette convention a été conclue sous la condition résolutoire de l'accord du conseil d'administration, et a été formellement autorisée par le conseil d'administration du 13 janvier 2003.

Personne concernée : Monsieur Yazid Sabeg

Convention avec la société CS Route

Caution personnelle et solidaire de CS Communication & Systèmes, nantissement des titres CS Route et du fonds de commerce CS Route au profit des banques Crédit Lyonnais, Crédit Agricole Indosuez, Crédit Industriel et Commercial, Natexis Banques Populaires et Société Générale (*autorisation du conseil d'administration du 20 février 2002*)

Personne concernée : Monsieur Yazid Sabeg

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Conventions d'assistance administrative avec les filiales

Votre société a facturé à ce titre pour l'exercice 2002 les montants suivants (en euros hors taxes) :

CS ROUTE	97 801
SECRE ALPINE ELECTRONICS	15 425
CS SYSTEMES D'INFORMATION	3 477 599
CS INSTITUT	1 812
ECSAT	13 579
SAF	4 421
SIGNOVAL	10 138
CSTI	2 007

Convention d'utilisation de la marque "CS Communications & Systems"

Cette convention, autorisée le 26 mars 1999 par le Conseil d'Administration de votre société, concerne les frais de licences d'utilisation de la marque "CS Communications & Systems" facturés par votre société à certaines de ses filiales à hauteur de 0,020% du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale moins le chiffre d'affaires réalisé par la filiale avec les entités intégrées dans la consolidation comptable de CS Communication & Systèmes.

Votre société a facturé à ce titre pour l'exercice 2002 les montants suivants (en euros hors taxes) :

Filiale	Montant
CS SYSTEMES D'INFORMATION	69 552
CSTI	40

Autres conventions d'assistance

Votre société a pris en charge au titre de ces conventions les montants suivants (en euros hors taxes) :

Tiers concernés	Objet	Montant
SARL SONEMES	Assistance en stratégie, organisation et développement, identification de partenaires commerciaux, industriels et financiers.	30 089
Monsieur MARCHIAT	Prise en charge de frais dans le cadre de missions à l'étranger	1 380
Monsieur PHILIP	Assistance en stratégie, organisation et développement et plus particulièrement dans le domaine plus spécifique des systèmes de péage autoroutier	38 400
A.V. Consultants	Conseil et assistance	22 860

Convention précisant les modalités d'utilisation du produit MELODHY

Cette convention, conclue avec CS Route et CSEE Transport, précise les modalités d'utilisation du produit MELODHY notamment pour le marché du métro de Lisbonne. Aucun montant n'a été versé à ce titre en 2002.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

Bernard SCHEIDECKER